

Avis officiels

Ministère des Finances

Administration de la Trésorerie. Emprunt à lots 1923. Tirage n° 350 du 19 juillet 1985, p. 10975. — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 10975.

Ministère de la Justice

Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 15 juillet 1985, n° C 176; du 16 juillet 1985, n°s C 178 et L 183; du 17 juillet 1985, n°s C 179 et C 184; du 18 juillet 1985, n°s C 180 et L 185, p. 10976. — Direction du Moniteur belge. Brochures et tirés à part, p. 10982.

Ministère des Finances, Ministère de la Prévoyance sociale et Ministère de l'Emploi et du Travail

Liste des entrepreneurs enregistrés (81e supplément), p. 10982.

Officiële berichten

Ministerie van Financiën

Administratie der Thesaurie. Lotenlening 1923. Loting nr. 350 van 19 juli 1985, bl. 10975. — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 10975.

Ministerie van Justitie

Inhoud van het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 15 juli 1985, nr. C 176; van 16 juli 1985, nrs. C 178 en L 183; van 17 juli 1985, nrs. C 179 en C 184; van 18 juli 1985, nrs. C 180 en L 185, bl. 10976. — Bestuur van het Belgisch Staatsblad. Brochures en overdrukken, bl. 10982.

Ministerie van Financiën, Ministerie van Sociale Voorzorg en Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Lijst van de geregistreerde aannemers (81e aanvulling), bl. 10982.

Ministerie van Onderwijs

Brevethouders-directeur van een rijksinrichting voor secundair onderwijs van de lagere graad, bl. 10982. — Brevethouders-directeur van een rijksinrichting voor secundair onderwijs van de hogere graad en van een rijksinrichting voor hoger onderwijs van het korte type, bl. 10983. — Brevethouders-hoofdonderwijzer of directeur van een rijksinrichting voor lager onderwijs, bl. 10983.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 85 — 1350

15 JUILLET 1985. — Loi modifiant la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 2, § 1er, de la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. § 1er. Toute requête en réglementation est adressée au Ministre des Classes moyennes.

La fédération professionnelle y mentionne le titre à protéger et définit l'activité ou les activités qu'elle entend voir organiser; elle détermine en outre le programme et le niveau des connaissances professionnelles ainsi que la durée du stage qu'elle souhaite voir imposer.

Les connaissances requises doivent pouvoir être acquises dans des institutions d'enseignement ou de formation organisées, reconnues ou subventionnées par l'Etat ou par les communautés.

La requête prévoit enfin la création d'un Institut professionnels, doté de la personnalité civile qui aura essentiellement pour mission d'établir les règles de déontologie et d'en assurer le respect. »

(1) Session 1983-1984.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi N° 667/1. — Session 1984-1985. — Rapport N° 667/2. — Amendements N° 667/3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 20 mars 1985. Adoption. Séance du 23 avril 1985.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat N° 1191/1. — Rapport N° 1191/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 3 juillet 1985. Adoption. Séance du 4 juillet 1985.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 85 — 1350

15 JULI 1985. — Wet tot wijziging van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen (1)

BOUDEWLIN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2, § 1, van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. § 1. Elk verzoekschrift tot reglementering wordt gericht tot de Minister van Middenstand.

Het beroepsverband vermeldt daarin de te beschermen titel en omschrijft de werkzaamheid of de werkzaamheden welke het georganiseerd wenst te zien; het bepaalt eveneens het programma en het niveau van de beroepskennis alsook de duur van de stage welke het opgelegd wenst te zien.

De vereiste kennis moet kunnen verworven worden in door het Rijk of de gemeenschappen georganiseerde, erkende of gesubsidieerde onderwijs- of vormingsinstellingen.

Het verzoekschrift voorziet ten slotte in de oprichting van een Beroepsinstituut met rechtspersoonlijkheid dat voornamelijk tot taak zal hebben de deontologische regels vast te stellen en over de naleving daarvan te waken.

(1) Zitting 1983-1984.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp van wet Nr. 667/1. — Zitting 1984-1985. — Verslag Nr. 667/2. — Amendementen Nr. 667/3.

Parlementaire Handelingen. Bespreking. Vergadering van 29 maart 1985. — Aanneming. Vergadering van 23 april 1985.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Senaat Nr. 1191/1. — Verslag Nr. 1191/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 3 juli 1985. — Aanneming. Vergadering van 4 juli 1985.

Art. 2. L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Nul ne peut exercer en qualité d'indépendant, à titre principal ou accessoire, une profession réglementée en exécution de la présente loi, ou en porter le titre professionnel, s'il n'est inscrit au tableau des titulaires de la profession ou sur la liste des stagiaires ou si, étant établi à l'étranger, il n'a obtenu l'autorisation d'exercer occasionnellement cette profession.

Il ne faut pas satisfaire à ces obligations pour exercer la profession dans les liens d'un contrat de travail, mais les personnes qui bénéficient de cette faculté ne sont pas autorisées à porter le titre professionnel. »

Art. 3. L'article 6 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 6. § 1er. L'Institut professionnel a son siège dans l'agglomération bruxelloise.

§ 2. En sont membres, toutes les personnes inscrites au tableau des titulaires ou sur la liste des stagiaires.

§ 3. L'Institut comprend un Conseil national composé d'un nombre égal de membres néerlandophones et francophones, ainsi que deux Chambres exécutives et deux Chambres d'appel qui ont respectivement le français ou le néerlandais comme langue véhiculaire.

Leurs membres effectifs et suppléants sont élus pour six ans, par ses personnes inscrites au tableau des titulaires.

Le Roi en détermine le nombre, les conditions d'éligibilité et les modalités d'élection.

Il fixe les règles de fonctionnement du Conseil et des Chambres.

§ 4. Les frais de fonctionnement de l'Institut sont couverts par :

- 1° les libéralités effectuées à son profit;
- 2° les cotisations des membres et des stagiaires. »

Art. 4. L'article 7 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7. § 1er. Le Conseil national établit les règles de la déontologie et le règlement de stage. Ces règles et ce règlement n'ont force obligatoire qu'après leur approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Le Conseil national a en outre pour mission :

1. de veiller au respect des conditions d'accès à la profession et de dénoncer à l'autorité judiciaire toute infraction aux lois et règlements protégeant le titre professionnel et organisant la profession;

2. de fixer les conditions d'admission des membres à l'honorariat;

3. d'arrêter le règlement d'ordre intérieur de l'Institut;

4. de prendre toute mesure nécessaire à la réalisation de son objet.

§ 2. Tant en justice que pour stipuler et s'obliger, l'Institut agit par le Conseil national.

Celui-ci peut se faire représenter par son président ou par son président suppléant.

§ 3. Le contrôle des actes du Conseil national est exercé par un commissaire du gouvernement, assisté d'un suppléant.

L'un et l'autre sont nommés par le Roi, sur proposition du Ministre des Classes moyennes, parmi les fonctionnaires de son département.

Le commissaire du gouvernement dispose d'un délai de quinze jours francs pour prendre son recours auprès du Ministre des Classes moyennes contre l'exécution de toute décision qui sera contraire aux lois et règlements ou de nature à compromettre la solvabilité de l'Institut.

Ce délai court à partir du jour où il a eu connaissance de la décision.

Le recours est suspensif.

Si le Ministre n'a pas prononcé l'annulation dans un délai de quinze jours francs à partir de la réception du recours, la décision devient définitive. »

Art. 5. L'article 8 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8. § 1er. Les chambres ont pour mission :

1° de dresser et de tenir à jour le tableau des titulaires, la liste des stagiaires et le tableau des personnes admises à l'honorariat;

Art. 2. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. Niemand mag in de hoedanigheid van zelfstandige, als hoofd- of bijberoep een ter uitvoering van deze wet gereguleerd beroep uitoefenen of er de beroepstitel van voeren, indien hij niet is ingeschreven op het tableau van de beoefenaars van het beroep of op de lijst van de stagiairs of, indien hij gevestigd is in het buitenland, niet de toelating heeft bekomen om het beroep occasioneel uit te oefenen.

Aan deze verplichtingen moet niet worden voldaan om het beroep in het kader van een arbeidsovereenkomst uit te oefenen, doch de personen die deze mogelijkheid genieten zijn niet gemachtigd de beroepstitel te voeren. »

Art. 3. Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 6. § 1. 1° de zetel van het Beroepsinstituut is gevestigd in de Brusselse agglomeratie.

§ 2. Is lid van het Instituut, eenieder die op het tableau van de beoefenaars of op de lijst van de stagiairs is ingeschreven.

§ 3. Het Instituut omvat een Nationale Raad samengesteld uit een gelijk aantal nederlandsstalige en franstalige leden, alsook twee uitvoerende Kamers en twee Kamers van beroep, die respectievelijk het Frans en het Nederlands als voertaal hebben.

Hun gewone en plaatsvervangende leden worden voor zes jaar verkozen door de personen die op het tableau van de beoefenaars zijn ingeschreven.

1° de Koning bepaalt het aantal leden, de voorwaarden tot verkiesbaarheid en de regels inzake verkiezing.

Hij stelt de werkingsregels van de Raad en van de Kamers vast.

§ 4. De werkingskosten van het Instituut worden gedekt door :

- 1° de schenkingen te zijnen bate;
- 2° de bijdragen van de leden en de stagiairs. »

Art. 4. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 7. § 1. De Nationale Raad stelt de voorschriften van de plichtenleer en het stagereglement vast. Deze voorschriften en dit reglement hebben slechts bindende kracht nadat zij door de Koning zijn goedgekeurd bij een in Ministerraad overlegd besluit.

1° de Nationale Raad heeft bovendien als opdracht :

1. erop toe te zien dat de voorwaarden inzake toegang tot het beroep worden nageleefd en elke inbreuk op de wetten en verordeningen tot bescherming van de beroepstitel en tot organisatie van het beroep bij de gerechtelijke overheid aan te klagen;

2. de voorwaarden vast te stellen waaraan de leden moeten voldoen om de titel van hun beroep eershalve te mogen voeren;

3. het huishoudelijk reglement van het Instituut vast te stellen;

4. alle vereiste maatregelen te nemen om zijn doel te verwezenlijken.

§ 2. Zowel in rechte als om te bedingen en om verbintenissen aan te gaan handelt het Instituut door toedoen van de Nationale Raad.

Deze kan zich laten vertegenwoordigen door de voorzitter of de plaatsvervangende voorzitter.

§ 3. Het toezicht op de handelingen van de Nationale Raad wordt uitgeoefend door een regeringscommissaris, bijgestaan door een plaatsvervanger.

Beiden worden, op de voordracht van de Minister van Middenstand, uit de ambtenaren van dit departement benoemd door de Koning.

De regeringscommissaris beschikt over een termijn van vijftien vrije dagen om bij de Minister van Middenstand beroep in te stellen tegen de uitvoering van elke beslissing die strijdig is met de wetten en verordeningen of die de solvabiliteit van het Instituut in gevaar kan brengen.

Deze termijn gaat in op de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft genomen.

Het beroep heeft schorsende kracht.

Indien de Minister de nietigverklaring niet heeft uitgesproken binnen een termijn van vijftien vrije dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep, wordt de beslissing definitief. »

Art. 5. Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 8. § 1. De kamers hebben tot taak :

1° het tableau van de beoefenaars, de lijst van de stagiairs en het tableau van de personen die de titel van het beroep eershalve mogen voeren, op te maken en bij te houden;

2° d'autoriser l'exercice occasionnel de la profession par des personnes établies à l'étranger, conformément aux dispositions du Traité de Rome et des directives prises en exécution de celui-ci, ou en fonction d'un traité de réciprocité, et ce pour autant que l'intéressé réponde aux conditions d'exercice de la profession prévues dans le pays de son principal établissement; les bénéficiaires de l'autorisation doivent se soumettre aux règles de déontologie mentionnées à l'article 7, § 1er;

3° de veiller à l'application des règles de la déontologie et de statuer en matière disciplinaire à l'égard des titulaires, des stagiaires et des personnes autorisées à exercer la profession à titre occasionnel;

4° d'arbitrer en dernier ressort, à la demande conjointe des intéressés, les litiges relatifs aux honoraires réclamés par un prestataire de services à son client et de donner leur avis sur le mode de fixation des honoraires, à la demande des cours et tribunaux ou en cas de contestation entre personnes inscrites au tableau ou sur la liste des stagiaires.

§ 2. La compétence des chambres exécutives est déterminée par le lieu où le demandeur exercera sa profession pour la première fois ou ultérieurement par celui de son principal établissement.

Si ce lieu est situé dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, cette compétence dépendra de la langue utilisée dans la demande ou de celle choisie par le défendeur.

§ 3. Les contestations entre personnes inscrites à des tableaux établis par des chambres exécutives différentes sont de la compétence de ces chambres réunies.

Celles-ci exercent également les missions prévues au § 1er lorsqu'elles intéressent la région de langue allemande. La représentation de cette région doit alors y être assurée.

§ 4. Les chambres exécutives sont assistées par un assesseur juridique ou un assesseur juridique suppléant, nommés pour six ans par le Ministre des Classes moyennes, parmi les avocats inscrits à un tableau de l'Ordre.

§ 5. Les chambres d'appel sont présidées par un magistrat effectif ou honoraire ou par un avocat inscrit depuis dix ans au moins à un tableau de l'Ordre, qui est nommé par le Roi pour un terme de six ans.

Elles se prononcent sur les recours introduits contre les décisions prises par les chambres exécutives de leur langue véhiculaire.

Les recours contre les décisions prises par les chambres exécutives réunies en application du § 3 de cet article sont de la compétence des chambres d'appel réunies.

Les recours sont introduits par les personnes qui ont fait l'objet des décisions ou par les assesseurs juridiques.

§ 6. Les décisions rendues en dernier ressort par les chambres exécutives ou les chambres exécutives réunies, les décisions définitives des chambres d'appel ou des chambres d'appel réunies peuvent être déférées à la Cour de cassation par les intéressés ou par le président du Conseil national conjointement avec un assesseur juridique, pour contravention à la loi ou pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

Il est loisible au procureur général près de la Cour de cassation de se pourvoir devant cette Cour dans l'intérêt de la loi.

En cas de cassation, la cause est renvoyé devant la chambre ou les chambres réunies autrement composées. Celles-ci se conforment à la décision de la Cour de cassation sur les points de droit jugés par elle.

La procédure du pourvoi en cassation est réglée comme en matière civile; le délai pour introduire le pourvoi est d'un mois à partir de la notification de la décision. »

Art. 6. § 1er. L'article 10, 2°, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« 2° celui qui aura exercé cette profession sans être inscrit au tableau des titulaires ou à la liste des stagiaires ou sans y être autorisé; »

§ 2. Il est inséré entre l'article 10, 2°, et le dernier alinéa de cet article un 3° ainsi rédigé :

« 3° celui qui l'aura pratiquée alors qu'il faisait l'objet d'une mesure de suspension. »

2° de occasionele uitoefening van het beroep door in het buitenland gevestigde personen toe te laten overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag van Rome en van de ter uitvoering van dit verdrag genomen verordeningen of op grond van een wederkerigheidsverdrag en zulks voor zover de betrokkene voldoet aan de voorwaarden tot uitoefening van het beroep die van kracht is in het land waar hij zijn hoofdverblijf heeft; zij die de toelating hebben bekomen moeten zich schikken naar de deontologische regels vermeld in artikel 7, § 1;

3° te waken over de toepassing van de voorschriften van de plichtleer en uitspraak in tuchtzaken te doen ten opzichte van de beoefenaars, de stagiairs en de personen die gemachtigd zijn het beroep occasioneel uit te oefenen;

4° op gezamenlijk verzoek van de betrokkenen, in laatste aanleg arbitraal uitspraak te doen omtrent betwistingen inzake honoraria die door een beoefenaar van een dienstverlenend beroep aan zijn cliënt worden gevraagd, en op verzoek van de hoven en rechtbanken of in geval van geschil tussen op het tableau of op de lijst van de stagiairs ingeschreven personen, advies uit te brengen over de berekening van de honoraria.

§ 2. De bevoegdheid van de uitvoerende kamers wordt bepaald door de plaats waar de aanvrager zijn beroep voor het eerst zal uitoefenen of nadien door de plaats waar hij zijn hoofdvestiging heeft.

Indien deze plaats gelegen is in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad zal deze bevoegdheid afhangen van de taal die werd gebruikt in de aanvraag of van de taal die werd gekozen door de verweerder.

§ 3. De betwistingen tussen personen die zijn ingeschreven op tableaux die werden opgemaakt door verschillende uitvoerende kamers, behoren tot de bevoegdheid van deze verenigde kamers.

Deze kamers oefenen eveneens de in § 1 bepaalde taken uit wanneer deze betrekking hebben op het Duitse taalgebied. De vertegenwoordiging van dit taalgebied moet er dan in verzekerd zijn.

§ 4. De uitvoerende kamers worden bijgestaan door een rechtskundig assessor of een plaatsvervangend rechtskundig assessor, die door de Minister van Middenstand voor zes jaar worden benoemd onder de advocaten die zijn ingeschreven op een tableau van de Orde.

§ 5. De kamers van beroep worden voorgezeten door een werkend of een eremagistraat of door een advocaat die sedert ten minste tien jaar is ingeschreven op een tableau van de Orde, door de Koning benoemd voor een termijn van zes jaar.

Zij doen uitspraak over de beroepen ingesteld tegen de beslissingen die werden genomen door de uitvoerende kamers van hun voertaal.

De beroepen tegen de beslissingen die genomen werden door de verenigde uitvoerende kamers op grond van § 3 van dit artikel, behoren tot de bevoegdheid van de verenigde kamers van beroep.

De beroepen worden ingesteld door de personen op wie de beslissingen betrekking hebben, of door de rechtskundige assessoren.

§ 6. De door de uitvoerende kamers of de verenigde uitvoerende kamers in laatste aanleg gewezen beslissingen, de eindbeslissingen van de kamers van beroep of van de verenigde kamers van beroep kunnen door de betrokkenen of door de voorzitter van de Nationale Raad samen met een rechtskundig assessor voor het Hof van cassatie worden gebracht wegens schending van de wet of wegens schending van substantiële of op straffe van nietigheid voorgescreven vormen.

Het staat de procureur-generaal bij het Hof van cassatie vrij zich bij dit Hof van cassatie te voorzien in het belang van de wet.

In geval van cassatie wordt de zaak verwezen naar de anders samengestelde kamer of kamers. Deze schikken zich naar de beslissing van het Hof van cassatie op de door dit Hof beoordeelde rechtspunten.

De rechtspleging van voorziening in cassatie wordt geregeld zoals in burgerlijke zaken; de termijn voor het instellen van de voorziening is één maand te rekenen vanaf de betekening van de beslissing. »

Art. 6. § 1. Artikel 10, 2°, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« 2° hij die, zonder op het tableau van de beoefenaars of op de lijst van de stagiairs te zijn ingeschreven of zonder daartoe te zijn gemachtigd, dat beroep uitoefent; »

§ 2. Tussen artikel 10, 2°, en het laatste lid van dat artikel wordt een 3° ingevoegd, luidende :

« 3° hij die het uitoefent terwijl hij het voorwerp is van een schorsingsmaatregel. »

Art. 7. L'article 14 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 14. Les membres des Chambres chargées des missions prévues à l'article 8 de la présente loi sont tenus au secret des délibérations. »

Art. 8. Il est inséré après l'article 15 de la même loi un article 16 et un article 17, rédigés comme suit :

« Article 16. Les frais des premières élections des instituts sont avancés par le Trésor et recouverts à charge de ces organes, dans un délai maximum de six ans. »

« Article 17. § 1er. Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur d'un arrêté pris en exécution de la présente loi, exercent la profession réglementée dans les conditions et depuis le temps fixés par le Roi, sont portées à leur demande, sur une liste établie par le bourgmestre de la commune du lieu de leur principal établissement.

§ 2. Le Roi fixe les modalités d'établissement et de publication de ces listes, le montant du droit perçu par l'administration communale à l'occasion de la demande et celui de la provision exigible au moment de l'inscription.

§ 3. Le Roi institue pour toute profession réglementée, deux Conseils d'agrération ayant respectivement le français et le néerlandais comme langue véhiculaire.

Il en fixe la composition et les règles de fonctionnement.

§ 4. Les listes communales sont transmises aux Conseils d'agrération.

Les demandeurs qui se sont vu refuser l'inscription sur une liste communale, peuvent introduire un recours auprès de ces Conseils.

Le défaut d'inscription dans les délais prescrits est assimilé à un refus.

Les délais, les modalités du recours et le montant du droit perçu sont fixés par le Roi.

§ 5. Les Conseils d'agrération établissent les listes définitives après avoir statué sur les recours.

Ils transmettent ces listes au Ministre des Classes moyennes.

Les personnes qui y figurent, participent à la constitution de l'Institut professionnel et sont inscrites au tableau des titulaires sans devoir justifier de leurs connaissances professionnelles, ni de la période de stage.

§ 6. Quiconque exerce une profession réglementée, postérieurement à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté qui la concerne, mais avant le jour fixé par le Roi pour l'installation de l'Institut, sans être porté sur une des listes mentionnées aux paragraphes précédents, est provisoirement dispensé de l'obligation prévue à l'article 3. Il dispose d'un délai de six mois à compter de ce jour, pour obtenir son inscription au tableau des titulaires.

Il n'a pas à justifier du stage. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Le Ministre des Classes moyennes,

F. GROOTJANS

Le Secrétaire de l'Etat aux Classes moyennes,

E. KNOOPS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Art. 7. Artikel 14 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 14. De leden van de Kamers die belast zijn met de in artikel 8 van deze wet bepaalde taken zijn verplicht tot geheimhouding van de beraadslagingen. »

Art. 8. Na artikel 15 van dezelfde wet worden een artikel 16 en een artikel 17 ingevoegd luidend als volgt :

« Artikel 16. De kosten van de eerste verkiezingen van de instituten worden voorgeschoten door de Schatkist en op deze organen verhaald binnen een termijn van ten hoogste zes jaar. »

« Artikel 17. § 1. De personen die op de datum waarop een ter uitvoering van deze wet genomen besluit in werking treedt het gereguleerd beroep uitoefenen in de voorwaarden en sedert de tijd vastgesteld door de Koning worden op hun verzoek ingeschreven op een lijst opgemaakt door de burgemeester van de gemeente waar zij hun hoofdvestiging hebben.

§ 2. De Koning stelt vast op welke wijze deze lijsten worden opgemaakt en bekendgemaakt en bepaalt het bedrag van het recht dat door het gemeentebestuur wordt geheven naar aanleiding van de aanvraag alsook het bedrag van de provisie die op het ogenblik van de inschrijving eisbaar is.

§ 3. De Koning richt voor elk gereguleerd beroep twee Raden van erkenning op die het Frans, respectievelijk het Nederlands als voertaal hebben.

Hij stelt de samenstelling en de werkingsregels ervan vast.

§ 4. De gemeentelijke lijsten worden aan de Raden van erkenning toegezonden.

De aanvragers aan wie een inschrijving op een gemeentelijke lijst werd geweigerd kunnen bij deze Raden beroep instellen.

Het niet nemen van een inschrijving binnen de voorgeschreven termijnen wordt gelijkgesteld met een weigering.

De termijnen, de modaliteiten van beroep en het bedrag van het geheven recht worden door de Koning vastgesteld.

§ 5. De Raden van erkenning stellen de definitieve lijsten vast nadat ze over de beroepen hebben uitspraak gedaan.

Zij zenden deze lijsten aan de Minister van Middenstand.

De personen die op de lijst voorkomen, nemen deel aan de oprichting van het Beroepsinstituut en worden op het tableau van de beoefenaars ingeschreven zonder het bewijs te moeten leveren van hun beroepskennis en van de stageperiode.

§ 6. Al wie een gereguleerd beroep uitoefent na de datum van inwerkingtreding van het desbetreffende besluit, doch vóór de dag die door de Koning voor de oprichting van het Instituut wordt bepaald, zonder te zijn ingeschreven op één van de in de voorgaande paragrafen vermelde lijsten, wordt voorlopig vrijgesteld van de verplichting waarin artikel 3 voorziet. Hij beschikt over een termijn van zes maanden te rekenen vanaf die dag om zijn inschrijving op het tableau van de beoefenaars te bekomen.

Hij moet geen bewijs van stage leveren. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 juli 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

J. GOL

De Minister van Middenstand,

F. GROOTJANS

De Staatssecretaris voor Middenstand,

E. KNOOPS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

J. GOL